

Société & Solidarités**ÉDUCATION**

Bac: Blanquer envoie les lycéens dans le mur

Alors que les principaux syndicats demandent le report ou l'annulation des premières épreuves de contrôle continu, le ministre renvoie sur les grévistes la responsabilité d'éventuels problèmes. Inquiets, les élèves font les frais de ce déni.

« **L**e problème ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage. » En paraphrasant le célèbre dialogue du film *la Haine*, Sophie Vénéritay, la nouvelle secrétaire générale du Snes-FSU, résume le sentiment général de nombre de ceux – enseignants, élèves, familles – qui sont embarqués cette année dans la réforme du lycée. Et singulièrement des élèves de première, qui essuient les plâtres et risquent, à partir du 20 janvier, de se retrouver confrontés aux premières épreuves communes de contrôle continu (E3C). Tout cela, de la part de l'éducation nationale, dans une impréparation quasi totale et un véritable déni de réalité quant aux

problèmes qui pourraient se poser.

Le sentiment partagé est celui d'une réforme conduite pied au plancher, les yeux fermés sur les menaces et les problèmes qui s'accumulent. Au risque du crash, dont les élèves feraient les frais. Annoncée pour le 15 novembre, repoussée au 1^{er} décembre, l'ouverture de la banque nationale de sujets pour ces épreuves n'est finalement intervenue que le 9 décembre. Soit moins d'un mois et demi avant le début des épreuves – avec quinze jours de vacances au milieu, pendant lesquels, d'ailleurs, de nouveaux sujets sont apparus !

« Tous les voyants sont au rouge pour l'organisation des épreuves »

Fin décembre, le SE-Unsa listait les principaux problèmes rencontrés : « *Les sujets ont été commandés en retard par les corps d'inspection, les collègues concepteurs de sujets ont travaillé dans l'urgence. Manifestement, la relecture des sujets s'est*

également faite dans la précipitation, conduisant à des erreurs ou des coquilles. (...) Les applications numériques ne fonctionnent pas toujours correctement. (...) Les collègues sont parfois en difficulté pour choisir des sujets qui correspondraient à la réalité de ce qu'ils ont pu étudier en classe. » Fermez le ban : « Tous les voyants sont aujourd'hui au rouge pour l'organisation des épreuves d'E3C », concluait ce syndicat pourtant favorable à la réforme, en rejoignant les rangs de ceux qui demandent, presque unanimement, le report de ces épreuves, voire leur annulation pure et simple pour cette année.

Sophie Vénétiay abonde : « Les établissements ne sont pas prêts. Les modalités d'examen seront différentes d'un lycée à l'autre. Certains établissements ne savent pas encore comment organiser les corrections : qui va scanner les copies ? dans quelles conditions de confidentialité ? Quelle garantie d'anonymat pour les corrections ? Et que va-t-il se passer quand plusieurs milliers de correcteurs vont se connecter en même temps sur l'application ? » Pour elle, l'issue est claire : « Reporter ou annuler ces épreuves serait la solution de sagesse et de responsabilité. Si le ministre s'obstine, il sera responsable. »

À l'inverse, mercredi au Sénat, Jean-Michel Blanquer a cherché à faire porter la responsabilité d'éventuels couacs sur les enseignants : « Je n'ai pas d'inquiétude. Là où il y aurait des problèmes, ce serait pour des raisons sociales. » Le ministre le sait : très mobilisés pour le conflit sur les retraites, de nombreux enseignants s'interrogent : « Mardi en AG, nous nous sommes posé la question de bloquer » ces épreuves, confie une professeure de l'Essonne. Refus de choisir les sujets, grève des surveillances, des corrections... de nombreux lycées pourraient être touchés, selon des modalités variées.

Une situation qui suscite la colère à la FCPE : « Nos enfants sont toujours victimes de l'incapacité des adultes à avancer ! » s'emporte Rodrigo Arenas, coprésident de la première fédération de parents d'élèves, qui demande également le report des E3C. « Nous sommes pour le contrôle continu, mais ces épreuves n'en sont pas, ce sont des partiels, comme à la fac ! » Crises d'anxiété, malaises en classe, consultations psychologiques débordées : parents comme enseignants rapportent des échos inquiétants des conséquences de cette situation sur les élèves. À court terme, le niveau de stress atteint est délétère. À long terme, ces examens, qui pèsent pour 40 % dans la note finale du bac, font peser une grave incertitude sur le diplôme lui-même. « Jusqu'ici, tout va bien... »

OLIVIER CHARTRAIN

UNE RÉFORME SUIVIE À LA LETTRE...

Diminution des textes en français, nouvelle spécialité en anglais, groupes de niveau en maths, conseils de classe divisés en « conseils d'enseignement de spécialité » : voilà les « aménagements » annoncés par le ministre aux comités de suivi de la réforme du bac général. Pour le bac pro, c'est encore moins : Jean-Michel Blanquer a souligné la nécessité de remédier aux « faiblesses en mathématiques et en français » des élèves. « Nous l'alertons depuis longtemps sur ce point, répond le Snuep-FSU, mais il a saboté ces disciplines en réduisant drastiquement les horaires d'enseignement en français, maths, histoire et sciences ! »

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

« NOS ÉLÈVES
SONT SOUS PRESSION
DEPUIS SEPTEMBRE
AVEC CES ÉPREUVES.
ET NOUS NE SAVONS
PAS QUOI RÉPONDRE À
LEURS INQUIÉTUDES. »
LAURE, PROFESSEURE
DE FRANÇAIS

À long terme, ces épreuves, qui comptent pour 40 % dans la note finale du bac, font peser une grave incertitude sur le diplôme lui-même. Nicolas Tavernier/Rea